

LE LAB

bpifrance

**ENQUÊTE DE CONJONCTURE
TPE-PME
PREMIER SEMESTRE 2025**

STABILISATION

MÉTHODOLOGIE

À l'occasion de la 81^e édition de l'enquête semestrielle de conjoncture, près de 40 000 entreprises des secteurs marchands non agricoles, de 1 à 249 salariés et réalisant moins de 50 M€ de chiffre d'affaires, ont été interrogées aux printemps 2025.

4 708 réponses reçues entre le 15 mai et le 9 juin 2025, jugées complètes et fiables, ont été exploitées au niveau national et ont fait l'objet de déclinaisons pour l'ensemble des régions excepté la Corse et les Outre-Mer dont le nombre de réponses est insuffisant.

Des questions spécifiques sur les Prêts Garantis par l'Etat, les difficultés d'approvisionnement et les investissements verts ont été introduites pour l'ensemble de l'échantillon. 4 670 réponses complètes à ces questions ont été analysées.

Les réponses à ces questions spécifiques ont été redressées sous deux dimensions, de façon à reproduire la démographie des TPE-PME⁽¹⁾ françaises :

- Le nombre de salariés, de façon à corriger la sous-représentation des TPE⁽²⁾ parmi les répondants
- Le secteur d'activité, de façon à corriger la sur-représentation de l'industrie et la sous-représentation du secteur du tourisme

Le redressement a été effectué sur la base du nombre d'entreprises dans les différentes catégories.

⁽¹⁾ Petites et moyennes entreprises, employant moins de 250 salariés et dont le chiffre d'affaires annuel ne dépasse pas 50 M € ou le bilan annuel de 43 M€

⁽²⁾ Très petites entreprises, employant moins de 10 salariés et dont le chiffre d'affaires annuel ou le total de bilan n'excède pas 2 M€

DÉFINITIONS

Les indicateurs ou soldes d'opinions sont d'usage classique dans les enquêtes de conjoncture pour suivre dans le temps l'évolution de l'appréciation des principaux paramètres socio-économiques (activité, emploi, exportations, investissements...) et financiers (trésorerie, accès au crédit...).

Ils correspondent à des soldes de pourcentages d'opinions opposées :

- **Indicateur en évolution** = [(x % « en hausse ») – (y % « en baisse »)] X 100
- **Indicateur en niveau** = [(x % « bon / aisé ») – (y % « mauvais / difficile »)] X 100

Les pourcentages d'opinion neutre (« stable » ou « normal »), qui font le complément des réponses à 100 %, ne sont donc pas pris en compte dans le calcul de ce type d'indicateur.

Une entreprise est qualifiée « innovante » si elle a réalisé au moins 1 des 5 actions suivantes au cours des 3 dernières années :

- financer des frais de recherche et développement (interne ou externe) ou recruter du personnel de R&D ;
- acquérir une licence d'exploitation d'un procédé ou d'une technologie ;
- déposer un brevet, une marque, un dessin ou un modèle ;
- développer pour le compte de tiers un produit ou procédé (prestation) nouveau ou significativement amélioré ;
- commercialiser sur le marché un nouveau produit, bien ou service, (hors simple revente de produits nouveaux achetés à d'autres entreprises et hors modifications esthétiques ou de conditionnement de produits précédemment existants) ou utiliser un nouveau procédé (ou méthode) de production, de commercialisation ou d'organisation. De plus, aucun produit ou procédé analogue n'est déjà commercialisé ou utilisé par des concurrents.

Une entreprise « fortement exportatrice » réalise plus du quart de son activité à l'international, **« moyennement exportatrice »** entre 6 % et 25 % et **« non-exportatrice »** moins de 6 % (y compris 0 %).

SYNTHÈSE DES RÉSULTATS

L'activité et les embauches des TPE-PME françaises sont de nouveau attendues peu dynamique en 2025 dans un contexte où les contraintes de demande persistent. Le solde d'opinion relatif à l'évolution du chiffre d'affaires perd 6 points sur un an et demeure en territoire négatif à -4, 18 points en-deçà de sa moyenne historique. L'activité est pénalisée par une demande encore faible : le niveau des carnets de commandes reste bas même si les perspectives sur les 6 prochains mois s'améliorent. À +2, l'indicateur d'emploi reste 7 points en-deçà de son niveau un an auparavant et 6 points en-deçà de sa moyenne historique. Dans ce contexte, les difficultés de recrutement sont moins prégnantes.

Les indicateurs se sont néanmoins stabilisés voire ont légèrement rebondi sur les 6 derniers mois, portés par les grandes PME, les exportatrices et les innovantes. Le solde d'opinion relatif à l'évolution du chiffre d'affaires progresse de 2 points ce semestre, l'indicateur d'emploi gagne 3 points sur 6 mois. Les PME d'au moins 100 salariés, à rebours des autres catégories de PME, s'attendent à une accélération de leur activité cette année (+15 points sur 6 mois). Les exportatrices (+4 points) et les innovantes (+8 points) également même si dans une moindre mesure.

La situation de trésorerie des TPE-PME s'est stabilisée au premier semestre mais ne devrait pas s'améliorer au second. L'indicateur relatif à l'évolution récente de la trésorerie ne recule que d'1 point sur 6 mois (mais de 5 points sur un an) et reste proche de son niveau de long terme (-15 contre -14). 27 % des TPE-PME jugent leur trésorerie difficile, une proportion stable ce semestre et un peu plus basse qu'en moyenne depuis 2000 (29 %). L'indicateur relatif au semestre à venir reste quant à lui nettement inférieur à sa moyenne historique (-11 contre -5). Les conditions d'accès au crédit de trésorerie se sont également stabilisées au premier semestre, la part des TPE-PME ayant rencontré des difficultés à financer leur exploitation courante demeurant à 14 %. **Par ailleurs, les craintes de non-remboursement des Prêts Garantis par l'État (PGE) ne concernent que 4 % des TPE-PME ayant obtenu un PGE, une proportion stable depuis plusieurs années.** La date limite de remboursement d'une partie des PGE approchant, 24 % des TPE-PME ayant contracté un prêt envisagent de le rembourser intégralement d'ici la fin de l'année, contre 10 % un an auparavant. Au total, 47% l'auraient ainsi remboursé d'ici la fin d'année.

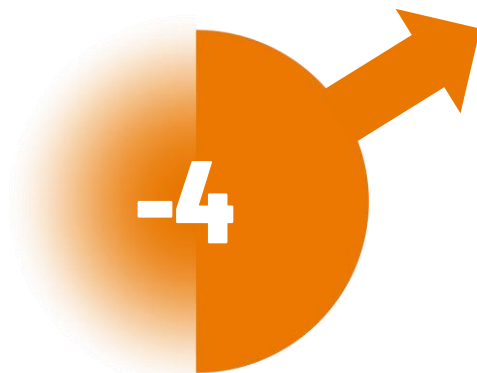
Les conditions d'accès au crédit d'investissement restent favorables. 10 % des TPE-PME ayant cherché à investir ont rencontré des difficultés à financer leurs investissements, une proportion stable sur le semestre et proche de celle observée avant la crise sanitaire.

L'insuffisance de la demande reste le premier obstacle à l'investissement, cité par 60 % de TPE-PME ayant rencontré des difficultés pour financer leurs projets. La rentabilité devient le deuxième obstacle à l'investissement, cité par 42 % des TPE-PME, dans un contexte où les dirigeants s'attendent à une nouvelle dégradation de leur rentabilité. La concurrence est également un obstacle de plus en plus en prégnant, touchant désormais 36 % des entreprises (+3 points sur le semestre). À l'inverse, si le coût du crédit reste un obstacle important, il se fait progressivement moins contraignant (41 %, soit -4 points sur le semestre).

La faiblesse de la demande, mais aussi les incertitudes liées au contexte national et international, affectent de plus en plus les investissements des TPE-PME. 38 % des TPE-PME ont investi ou envisagent d'investir en 2025, une proportion en baisse de 5 points sur un an, et qui atteint son plus bas niveau historique hors crise sanitaire. En outre, le solde d'opinion relatif à l'évolution des montants investis recule de 5 points sur un an et tombe à -14, s'éloignant un peu plus de sa moyenne historique (-5) et rejoignant un niveau proche de celui observé en 2013, après la crise des dettes souveraines. **Les investissements verts ont néanmoins rebondi en 2024.** Ils se stabiliseraient en 2025. 34% des TPE-PME ont réalisé des investissements verts en 2024 contre 28% en 2023. En 2025, si elles sont un peu moins nombreuses qu'il y a un an à vouloir les réduire (12 % après 13 %), elles sont également moins nombreuses à vouloir les accroître (12 % après 15 % l'an dernier). Les TPE-PME des Transports se distingueraient des autres secteurs par des investissements verts un peu plus dynamiques cette année.

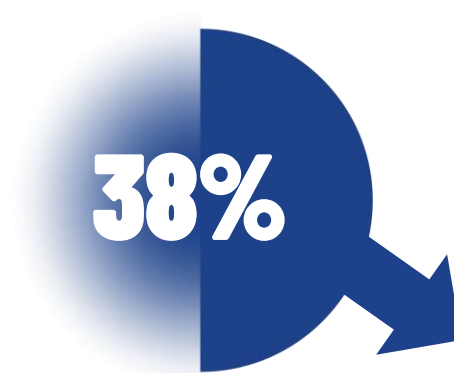
À ce stade de l'année, les dirigeants de TPE-PME n'anticipent pas d'amélioration pour 2026. À +13, l'indicateur prévisionnel d'activité perd 3 points sur un an et s'établit 12 points en-dessous de son niveau moyen observé entre 2000 et 2024. Les perspectives sont toutefois contrastées par secteur d'activité. Tandis qu'elles s'assombrissent nettement dans le Tourisme et restent dégradées dans la Construction, malgré un léger rebond de l'indicateur prévisionnel d'activité, elles sont plus favorables dans l'Industrie et les Services; pour ces deux secteurs, le solde d'opinion est toutefois en baisse sur un an. **Dans ce contexte, les TPE-PME prévoient de freiner de nouveau leurs embauches l'an prochain.** L'indicateur prévisionnel perd en effet 5 points sur un an, à +11, soit un niveau inférieur de 6 points à sa moyenne historique.

LES CHIFFRES CLÉS



Solde d'opinion sur l'évolution de l'activité en 2025

En hausse de 2 points sur 6 mois
En baisse de 6 points sur un an



Part des TPE-PME ayant investi ou prévoyant d'investir en 2025

En baisse de 5 points sur un an



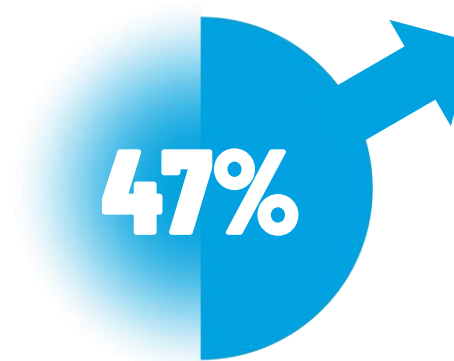
Part des TPE-PME citant l'insuffisance de la demande comme frein à l'investissement

En hausse de 9 points sur un an



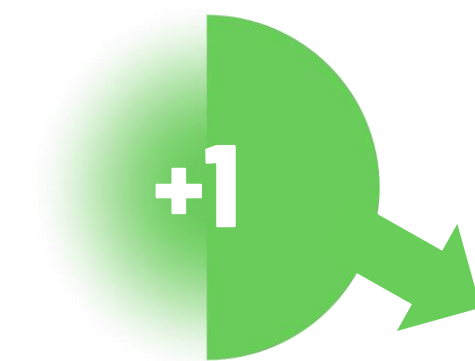
Solde d'opinion sur l'évolution de l'activité en 2026

En baisse de 3 points sur un an



Part des TPE-PME qui ont remboursé intégralement leur PGE ou qui prévoient de le faire cette année

En hausse de 17 points sur un an



Solde d'opinion sur l'évolution des investissements verts en 2025

En baisse de 2 points sur un an

SOMMAIRE

1

ACTIVITÉ ET EMPLOI

2

**TRÉSORERIE, ACCES AU CREDIT
ET INVESTISSEMENT**

3

PERSPECTIVES 2026

4

MÉTHODOLOGIE



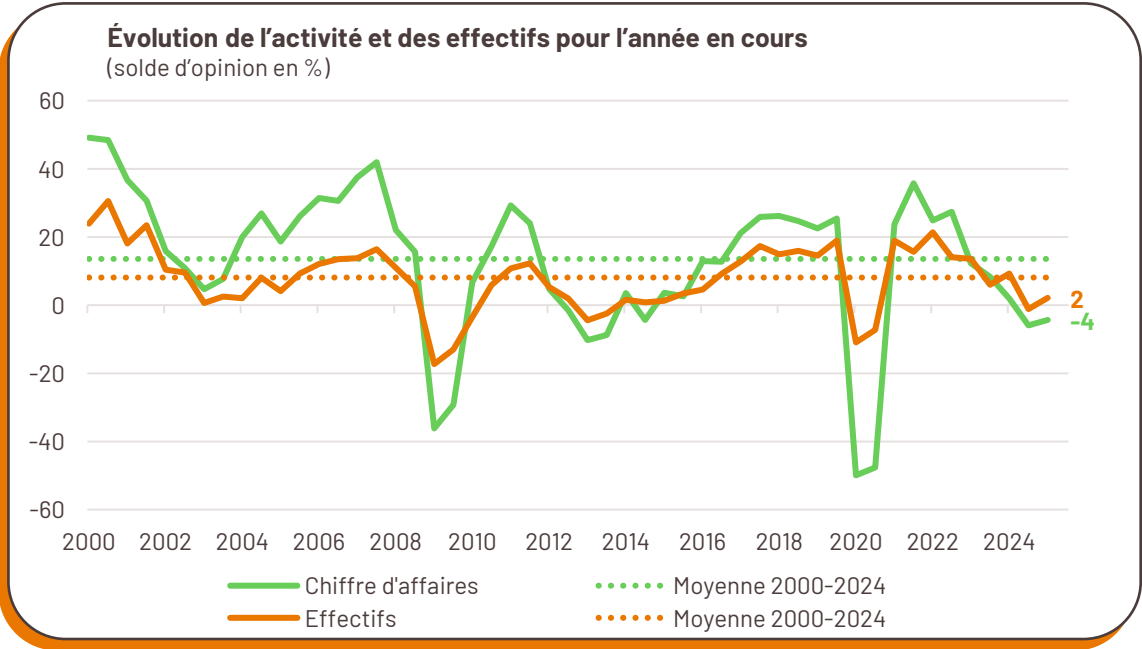
1

ACTIVITÉ ET EMPLOI

EN MOYENNE, L'ACTIVITÉ ET LES EMBAUCHES RESTERAIENT PEU DYNAMIQUES DANS UN CONTEXTE DE CARNETS DE COMMANDES PEU GARNIS. LES INDICATEURS SE STABILISENT NÉANMOINS DEPUIS 6 MOIS.

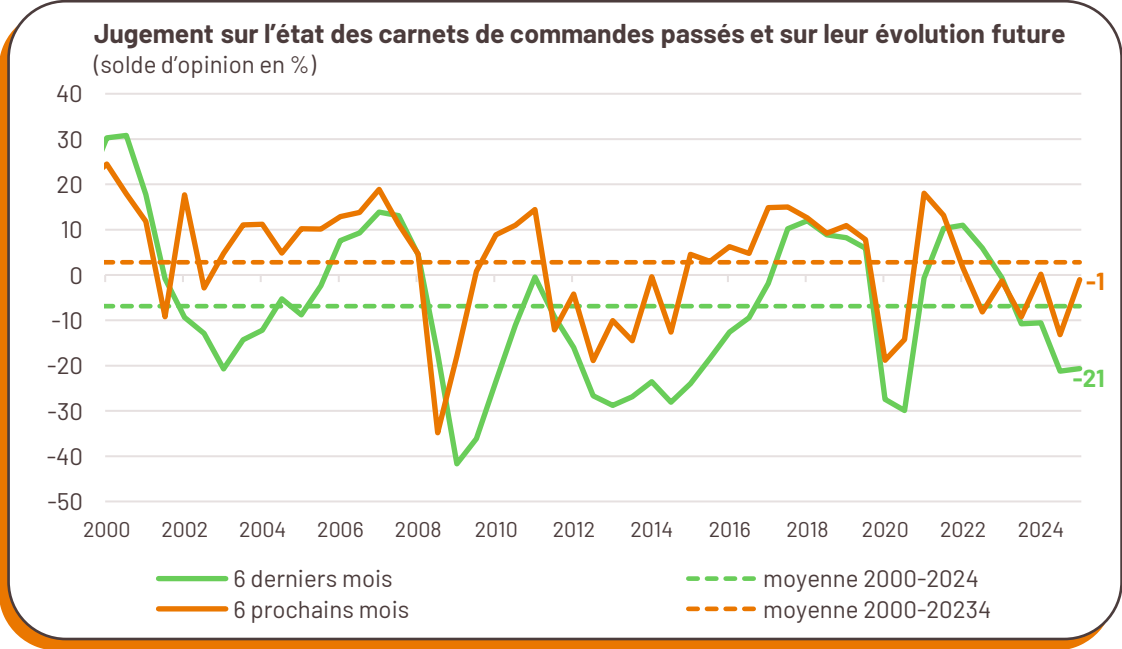
LÉGER REBOND DES INDICATEURS RELATIFS AU CHIFFRE D'AFFAIRES ET AUX EFFECTIFS CE SEMESTRE MAIS TOUJOURS INFÉRIEURS À LA MOYENNE DE LONG TERME.

- **Le solde d'opinion relatif à l'évolution du chiffre d'affaires a interrompu sa chute initiée début 2022.** À -4, il s'accroît de 2 points en 6 mois mais perd 6 points sur un an et reste sous sa moyenne de long terme (+14). La part de dirigeants prévoyant une baisse de l'activité cette année connaît une baisse plus marquée que celle anticipant une hausse (-5 points en 6 mois, à 29 %, contre -3 points à 25 %). 46 % des dirigeants tablent dès lors sur une activité stable en 2025 (+8 points sur 6 mois). **En moyenne, le chiffre d'affaires est de nouveau attendu en repli en 2025, avec une croissance prévue à -1,5 %, après -1,8 % estimé en 2024.**
- **L'indicateur relatif à l'évolution des effectifs des TPE-PME, qui s'est nettement replié au second semestre 2024, se redresse partiellement** (+3 points en 6 mois à +2) mais reste plus bas qu'il y a un an (-7 points) et inférieur de 6 points à sa moyenne de long terme.



LA FAIBLESSE DE LA DEMANDE CONTINUE DE CONTRAINDRE L'ACTIVITÉ DES TPE-PME; LES CARNETS DE COMMANDES POURRAIENT REBONDIR AU DEUXIÈME SEMESTRE.

- **Au 1^{er} semestre 2025, les carnets de commandes sont restés peu garnis.** À -21, l'indicateur est quasi stable sur le semestre mais perd 10 points sur un an et reste 14 points sous sa moyenne de long terme (-7 sur 2000-2024).
- **Les dirigeants sont moins pessimistes s'agissant des perspectives de demande au second semestre.** Le solde d'opinion relatif aux carnets de commandes sur les six prochains mois progresse de 12 points sur le semestre, même s'il reste encore inférieur à la moyenne historique (à -1, soit -1 point sur un an, et contre +3 en moyenne depuis 2000).
- **Côté offre, les difficultés d'approvisionnement poursuivent leur repli,** contraignant significativement l'activité de 25 % des TPE-PME (-4 points sur le semestre).

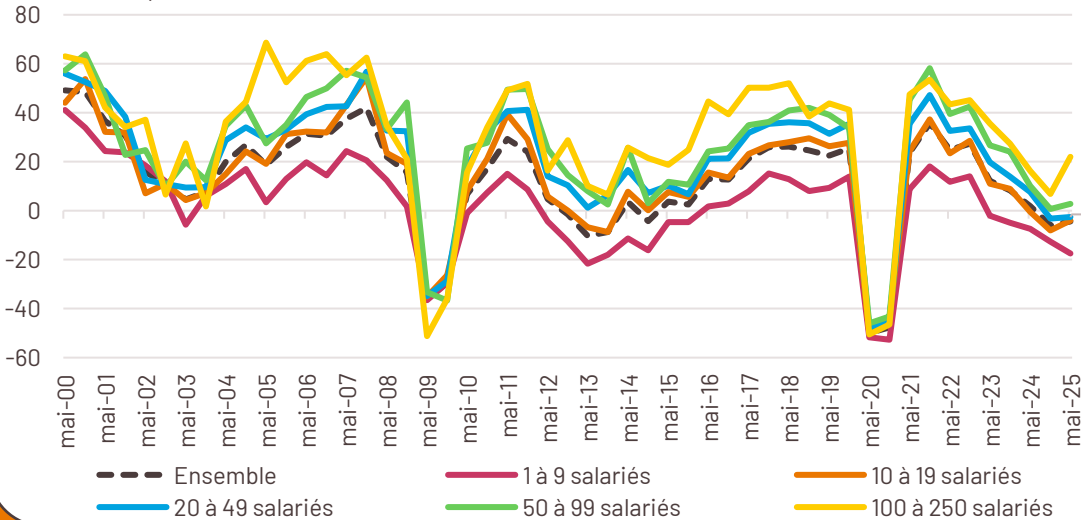


ACCÉLÉRATION DE L'ACTIVITÉ EN 2025 CHEZ LES PME D'AU MOINS 100 SALARIÉS MAIS NOUVEAU REPLI POUR LES TPE. DES PERSPECTIVES MIEUX ORIENTÉES DU CÔTÉ DES PME EXPORTATRICES ET INNOVANTES.

DES PERSPECTIVES MIEUX ORIENTÉES POUR LES PME DE GRANDE TAILLE...

- Les perspectives d'activité pour cette année sont contrastées par taille d'entreprises :
- Les PME de grande taille (100 à 249 salariés) anticipent une nette amélioration de leur activité en 2025. À +22, le solde d'opinion relatif à l'évolution du chiffre d'affaires gagne 15 points en 6 mois et 6 points sur un an. Il reste néanmoins inférieur de 9 points à sa moyenne historique. Le chiffre d'affaires est ainsi prévu en accélération (+2,7 % après +0,7 % estimé pour 2024).
 - À l'inverse, les TPE (1 à 9 salariés) anticipent un nouveau repli de leur activité cette année. Le solde d'opinion baisse de 5 points sur 6 mois, à -17. Un niveau inférieur de 10 points à celui un an auparavant, et de 21 points à sa moyenne historique. La croissance anticipée du chiffre d'affaires tombe ainsi à -4,6 % (après -3,7%).
 - Les autres PME (entre 10 et 99 salariés) prévoient une stabilité ou un très léger repli de leur CA cette année.
 - À noter que les PME de grande taille sont structurellement plus optimistes s'agissant de l'évolution anticipée de leur activité que celles de tailles plus petites.

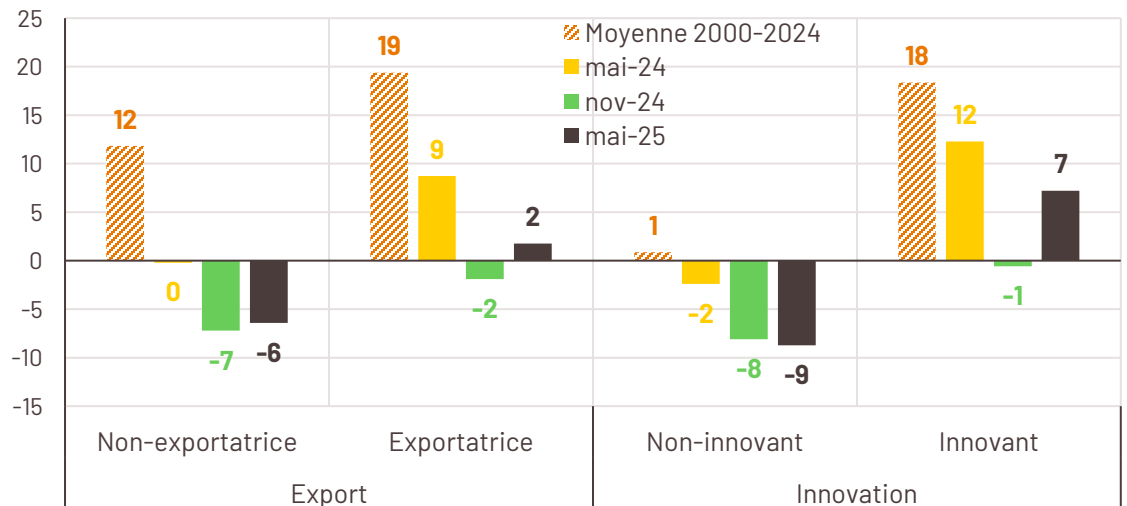
Évolution de l'activité pour l'année en cours, par taille d'entreprises (solde d'opinion en %)



... ET POUR LES PME EXPORTATRICES ET/OU INNOVANTES.

- Les perspectives d'activités sont mieux orientées du côté des PME réalisant au moins 5 % de leur chiffre d'affaires à l'export (dites « exportatrices ») que du côté des non-exportatrices. Le solde d'opinion relatif à l'évolution de l'activité gagne 4 points sur 6 mois (contre +1 point pour les non-exportatrices) et retourne en territoire positif à +2 (contre -6). L'activité resterait malgré tout peu allante pour ces deux catégories. L'indicateur reflue respectivement de 7 et 6 points sur un an et s'établit à un niveau inférieur de 18 points à sa moyenne historique (pour chacune des deux catégories).
- Les PME innovantes anticipent une amélioration de leur activité cette année. À +7, le solde d'opinion progresse de 8 points sur 6 mois mais perd 5 points sur un an et reste inférieur de 11 points à sa moyenne historique. La croissance anticipée du chiffre d'affaires est malgré tout légèrement positive (+0,4 % après -1,2 % estimé en 2024). À l'inverse, les PME non-innovantes sont plus pessimistes. À -9, l'indicateur perd 1 point sur 6 mois (-6 points sur 1 an) et rejoint un niveau inférieur de 10 points à sa moyenne de long terme. La croissance anticipée du chiffre d'affaires négative (-2,3 %, après -2,1 %).

Évolution de l'activité pour l'année en cours selon le caractère exportateur et innovant de l'entreprise (solde d'opinion en %)



UNE LÉGÈRE ÉCLAIRCIE DU CÔTÉ DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE; LA CONSTRUCTION S'ENFONCE

LES PERSPECTIVES D'ACTIVITÉ S'AMÉLIORENT UN PEU SUR LE SEMESTRE DANS L'INDUSTRIE ET LE COMMERCE MAIS SE DÉTÉRIORENT DANS LA CONSTRUCTION, LE TOURISME ET LES TRANSPORTS.

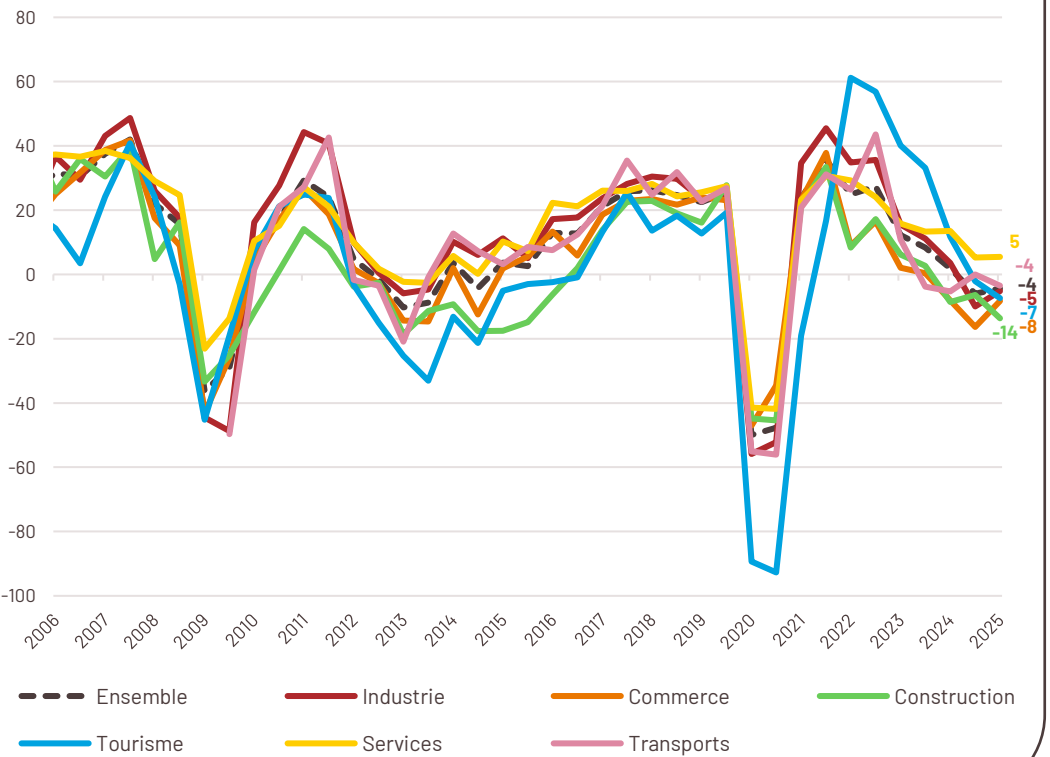
- **Dans l'Industrie et le Commerce, la conjoncture s'améliore un peu même si l'activité resterait morose en 2025.** Le solde prévisionnel relatif à l'évolution de l'activité cette année s'accroît respectivement de 5 points et de 8 points sur 6 mois. Sur un an, il perd en revanche 9 points dans l'Industrie et est stable dans le Commerce. L'indicateur demeure par ailleurs en territoire négatif, à respectivement -5 et -8, soit un niveau très inférieur à sa moyenne de long terme (resp. +16 et +12). Le chiffre d'affaires se replierait de nouveau mais moins que l'an passé (-1,6 % après -2,2 % pour l'Industrie et -2,0 % après -3,4 % pour le Commerce).
- **Ce semestre, la conjoncture se détériore dans la Construction, le Tourisme et les Transports.** Le solde d'opinion diminue respectivement de 7, 5 et 4 points, et s'éloigne un peu plus de sa moyenne de long terme. À noter une légère amélioration de l'indicateur sur un an pour les Transports (+2 points), quand la dégradation est très marquée pour le Tourisme (-19 points). Le chiffre d'affaires se replierait davantage que l'an dernier, en particulier dans la Construction et les Transports, où la croissance moyenne du chiffre d'affaires est prévue respectivement à -2,8 % (après -1,8 %) et à -1,2 % (après -0,1 %). Dans le Tourisme, les TPE-PME prévoient également un repli de leur chiffre d'affaires (-1,2 % après -1,4 %).
- **Comme en 2024, les Services (aux entreprises et particuliers) affichent des perspectives un peu plus favorables que dans les autres secteurs.** C'est le seul secteur où les dirigeants restent plus nombreux à anticiper une hausse de leur activité plutôt qu'une baisse. À +5, le solde d'opinion reste ainsi en territoire positif, à un niveau stable sur 6 mois mais en baisse de 8 points sur un an. L'indicateur reste par ailleurs sensiblement inférieur à sa moyenne de long terme (+18). Le chiffre d'affaires serait quasi stable dans ce secteur (-0,5 %).

→ Cf. [Analyse sectorielle détaillée](#)

Par région, la Normandie se distingue par une situation conjoncturelle plus favorable qu'ailleurs, avec une croissance moyenne du chiffre d'affaires attendue quasi stable en 2025, à -0,3 %, contre -1,1 % à -2,9 % dans les autres régions. En outre, le solde d'opinion s'accroît (+9 points en 6 mois) rejoignant le territoire positif (+2). L'indicateur prévisionnel progresse également dans les Pays de la Loire, le Grand Est et la Nouvelle Aquitaine (resp. +8 points, +7 points et +6 points), mais reste en territoire négatif. Les dirigeants des TPE-PME des Hauts-de-France sont les plus pessimistes quant à leurs perspectives d'activité : le solde d'opinion diminue de 9 points en 6 mois et tombe à -10. En outre, la croissance moyenne du chiffre d'affaires anticipée pour 2025 y est la plus basse (-2,9 %).

→ Cf. [Analyse régionale détaillée](#)

Évolution de l'activité pour l'année en cours, par branche d'activité
(solde d'opinion en %)



Champ : Total (N = 4708) ; Source : Bpifrance Le Lab

LES TPE-PME LIMITENT LEURS EMBAUCHES CETTE ANNÉE ; LES DIFFICULTÉS DE RECRUTEMENT RECULENT DE NOUVEAU.

À L'INSTAR DE L'ACTIVITÉ, LES EMBAUCHES RESTERAIENT PEU DYNAMIQUES QUEL QUE SOIT LE SECTEUR D'ACTIVITÉ. ELLES LE SÉRAIENT TOUTEFOIS UN PEU PLUS DANS LES SERVICES ET L'INDUSTRIE.

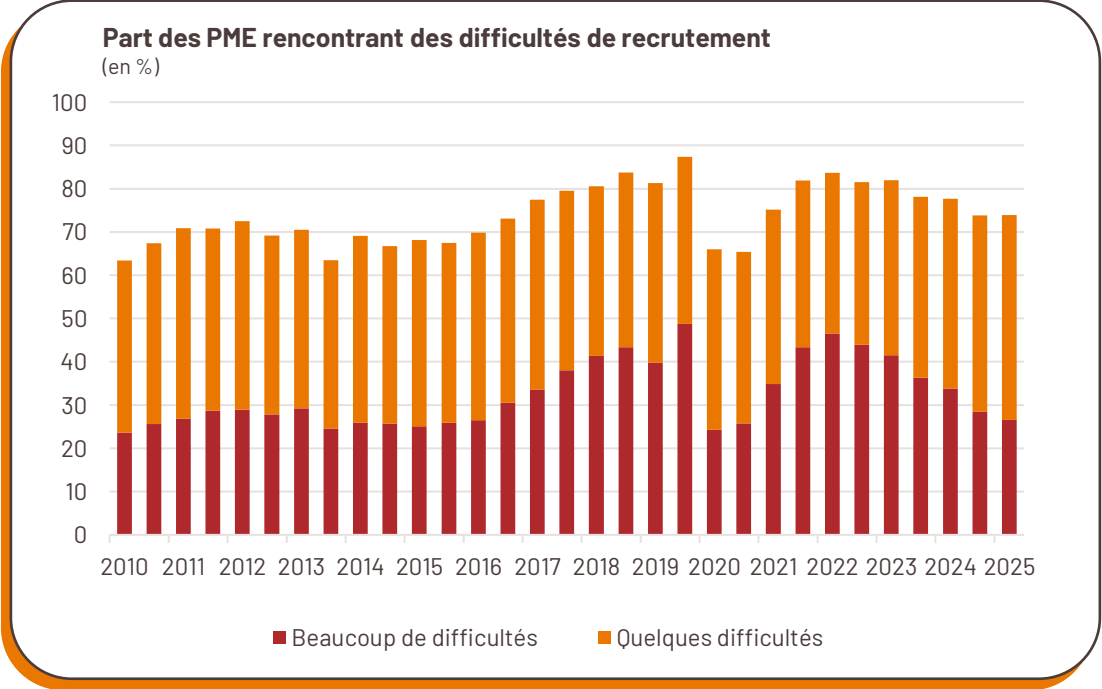
Les perspectives d'embauches s'améliorent un peu sur le semestre dans l'Industrie, la Construction et, dans une moindre mesure, dans les Services et le Commerce. En revanche, elles se dégradent dans le Transport et le Tourisme. À l'instar des perspectives d'activité, celles d'embauches sont un peu plus favorables sur le semestre dans l'Industrie (son solde d'opinion progresse de 5 points sur 6 mois, à +5) et, dans une moindre mesure, dans le Commerce (+2 points, à -1) et les Services (+3 points, à +5). Dans la Construction, l'emploi serait relativement résilient au regard de l'évolution anticipée de l'activité. En effet, le solde d'opinion s'accroît de 6 points, et rejoint le territoire positif, à +1. À l'inverse, le solde d'opinion se replie dans les Transports et le Tourisme (-2 points chacun, à -5 dans les deux secteurs).

Quel que soit le secteur d'activité, les créations d'emplois resteraient moins dynamiques qu'il y a un an. C'est le cas en particulier dans l'Industrie, où le solde d'opinion est inférieur de 10 points à son niveau un an auparavant, dans le Tourisme (-10 points) et dans les Services (-9 points). Les embauches seraient également moins dynamiques qu'en moyenne par le passé, en particulier dans les Transports, où l'indicateur s'est établi à un niveau inférieur de 12 points à sa moyenne historique, mais aussi dans les Services (-8 points) ainsi que dans le Commerce (-8 points). Les embauches se rapprochent le plus de leur rythme moyen de long terme dans l'Industrie (-3 points).

→ Cf. [Analyse sectorielle détaillée](#)

Par taille, les perspectives d'évolution des effectifs s'améliorent un peu sur le semestre, que ce soit chez les TPE ou les PME de plus de 10 salariés (respectivement +5 points et +2 points en 6 mois, à -4 et +4). Dans les deux cas, l'indicateur est en repli sur un an (de -4 et -9 points). Les embauches seraient, comme habituellement, plus dynamiques chez les PME de plus de 100 salariés (+15, soit +3 points en 6 mois mais -4 points sur un an). Quelle que soit la taille, le rythme des embauches cette année resterait inférieur au rythme moyen observé sur longue période.

Ce semestre, les perspectives d'embauches s'améliorent davantage chez les TPE-PME exportatrices que chez les non-exportatrices. Le solde d'opinion gagne respectivement +7 points et +2 points en 6 mois, pour atteindre +6 et +1. Il en va de même mais dans une moindre mesure pour les innovantes vs les non-innovantes. Mais quelle que soit la catégorie, l'indicateur reste inférieur à celui observé un an auparavant.



Champ : Total (N = 4708) ; Source : Bpifrance Le Lab

Dans ce contexte de marché du travail peu porteur, les difficultés de recrutement se font moins prégnantes. La part des TPE-PME confrontées à des difficultés de recrutement importantes reflue légèrement (-2 points, à 27 % contre 31 % en moyenne sur 2009-2024), poursuivant sa tendance baissière observée depuis 3 ans. Au total, 74 % d'entre elles signalent des difficultés de recrutement, même de faible ampleur, une proportion stable sur le semestre.

Les difficultés de recrutement sont relativement stables dans l'Industrie, la Construction, le Commerce et les Transports, et refluent un peu dans le Tourisme et les Services. Dans le secteur des Transports, il faut toutefois noter que la proportion de dirigeants signalant d'importantes difficultés s'accroît (+5 points en 6 mois, à 25 %). Les dirigeants de la Construction restent les plus nombreux en proportion à déclarer des difficultés importantes (32 %).



2

SITUATION FINANCIÈRE, ACCÈS AU CRÉDIT ET INVESTISSEMENT

PAS D'ALERTE SUR LA SITUATION DE TRÉSORERIE MAIS UNE RENTABILITÉ QUI SE DÉTÉRIORERAIT DE NOUVEAU.

DANS L'ENSEMBLE, LA TRÉSORERIE EST À UN NIVEAU COMPARABLE À SA MOYENNE HISTORIQUE. ELLE NE DEVRAIT PAS S'AMÉLIORER AU COURS DES 6 PROCHAINS MOIS.

L'indicateur sur la situation de trésorerie a peu évolué au premier semestre 2025 et reste à un niveau comparable à celui observé en moyenne depuis 2000. 27 % des TPE-PME jugent leur trésorerie difficile, une proportion stable ce semestre et toujours inférieure à sa moyenne historique (29 %). 12 % déclarent à l'inverse disposer d'un niveau aisé de trésorerie. L'indicateur en solde d'opinion s'établit ainsi à -15 (-1 point sur le semestre, -5 points sur un an), proche de sa moyenne de long terme (-14).

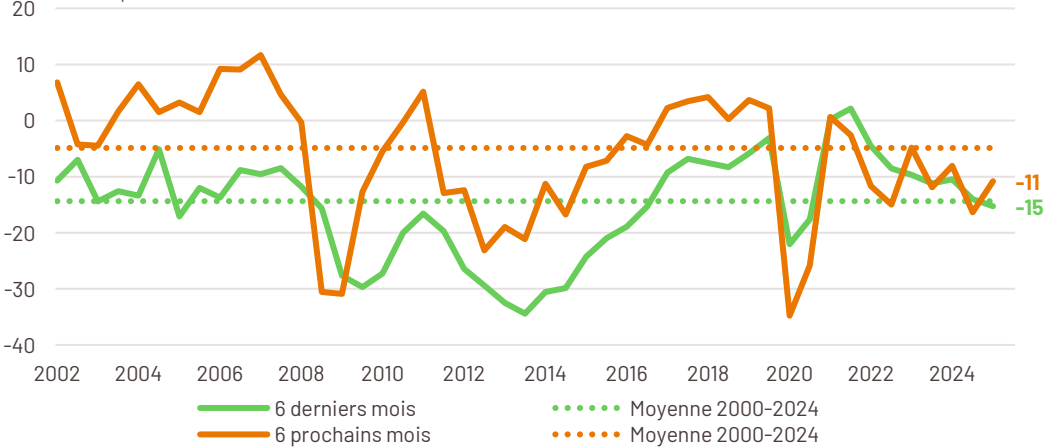
Par secteur, la situation de trésorerie s'est dégradée dans l'Industrie, seul secteur affichant désormais un solde d'opinion sensiblement inférieur à sa moyenne de long terme (-4 points sur le semestre à -18 contre -12 en moyenne entre 2000 et 2024). À l'inverse, elle s'est améliorée dans la Construction, l'indicateur rebondissant de 6 points sur le semestre pour retrouver le niveau observé un an auparavant; il s'établit ainsi 6 points au-dessus de la moyenne historique du secteur. Dans les autres secteurs, l'indicateur avoisine sa moyenne de long terme.

Par taille, la dégradation de la trésorerie ce semestre concerne principalement les TPE (solde d'opinion en baisse de 5 points ce semestre, 4 points sous le niveau moyen de long terme).

Les TPE-PME ne prévoient pas d'amélioration de leur trésorerie à court terme, l'indicateur prévisionnel s'établissant toujours nettement sous sa moyenne de long terme malgré un léger redressement ce semestre.

Jugement moyen sur la situation de trésorerie passée et future

(solde d'opinion en %)



Champ : Total (N = 4708) ; Source : Bpifrance Le Lab

LA RENTABILITÉ SE DÉTÉRIORERAIT DE NOUVEAU CETTE ANNÉE, EN PARTICULIER DANS LE SECTEUR DU TOURISME.

La rentabilité des PME a diminué en 2024 :

- Le solde d'opinion sur la rentabilité passée baisse de 7 points sur un an. À -1, il est désormais légèrement inférieur à sa moyenne de long terme (+3). La rentabilité des TPE-PME en 2024 s'est particulièrement dégradée du côté des Transports (-10 points sur 6 mois, -15 points sur un an).

Tous les secteurs anticipent une dégradation de leur rentabilité en 2025, en particulier les TPE-PME du Tourisme. Celles des Transports sont quant à elles moins pessimistes qu'en 2024 :

- Le solde d'opinion relatif à l'évolution prévue de la rentabilité pour cette année reflue de 3 points sur un an, à -7, soit un niveau inférieur de 9 points à sa moyenne de long terme.
- La rentabilité se dégraderait le plus dans le Tourisme. L'indicateur chute de 15 points et s'établit à un niveau nettement inférieur à sa moyenne historique (-15 contre -3).
- Les TPE-PME des Transports sont moins pessimistes que l'an dernier, partant toutefois d'un niveau de rentabilité très bas. À -3, le solde d'opinion progresse de 9 points sur un an et est désormais supérieur à sa moyenne de long terme (-6), contrairement aux autres secteurs.

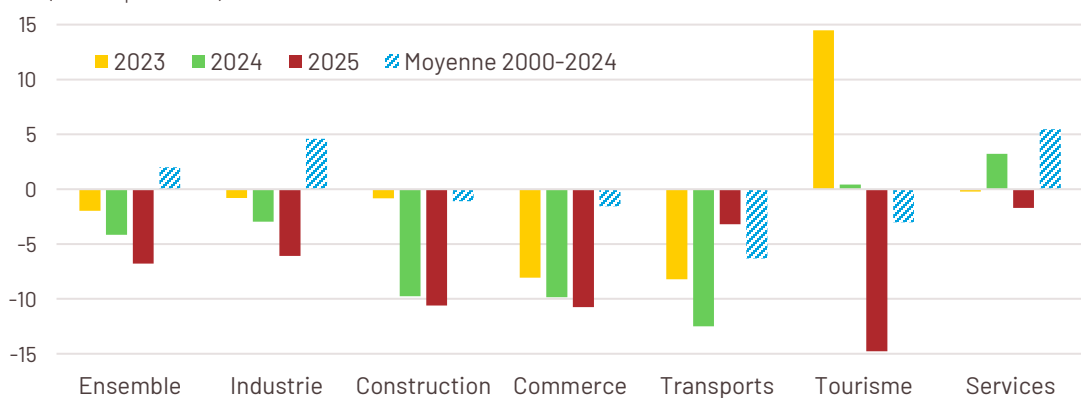


Début 2025, l'INSEE fait néanmoins part d'un taux de marge* des entreprises un peu supérieur à celui observé avant la crise sanitaire, et ce quelle que soit la branche d'activité, hormis le Commerce.

*ratio entre l'excédent brut d'exploitation et la valeur ajoutée.

Évolution attendue de la rentabilité pour l'année en cours

(solde d'opinion en %)



Champ : Total (N = 4708) ; Source : Bpifrance Le Lab

FOCUS : 47 % DES TPE-PME AURAIENT REMBOURSÉ LEUR PGE D'ICI LA FIN DE L'ANNÉE



PRÈS DE LA MOITIÉ DES PGE SERAIENT REMBOURSÉS D'ICI LA FIN ANNÉE; LES CRAINTES DE NON-REMBOURSEMENT RESTENT STABLES

La consommation des PGE se poursuit ce semestre.

- Une TPE-PME sur deux a obtenu un PGE. Parmi elles, 74 % déclarent en avoir consommé la majorité, une proportion en hausse de 6 points sur un an. La moitié l'a même entièrement consommé (ou en quasi-totalité), une proportion en hausse de 3 points sur un an.
- La mobilisation des PGE progresse sensiblement dans le Tourisme. La part des TPE-PME ayant consommé la majorité du prêt s'accroît de 15 points sur un an et atteint 79 %, la proportion la plus élevée. Elle progresse également dans l'Industrie, la Construction et le Commerce (+7 points chacun) pour rejoindre 74 % dans l'Industrie et la Construction et 78 % dans le Commerce.

Près d'une TPE/PME sur quatre finirait de rembourser son prêt d'ici la fin de cette année.

- 23 % des TPE-PME ayant contracté un PGE déclarent avoir déjà remboursé leur prêt dans son intégralité, proportion stable sur un semestre et en hausse de 4 points sur un an. La part de celles qui finirait de le rembourser intégralement s'accroîtrait fortement d'ici la fin de l'année, passant de 32 % au printemps dernier (pour 2024), à 47 %. La part de celles souhaitant l'amortir sur plusieurs années diminue logiquement, de 19 points sur 6 mois, et tombe à 49 %.
- La proportion de TPE-PME qui finiraient de rembourser leur prêt dans son intégralité cette année s'accroît notamment dans la Construction (+22 points, à 27 %) et le Commerce (+26 points à 30 %). Ainsi, respectivement 51 % et 54 % des TPE-PME auraient remboursé leur PGE à fin 2025, soit les proportions les plus élevées parmi les secteurs. À l'inverse, cette part est la plus faible dans le Tourisme (38 %) et dans l'Industrie (39 %).

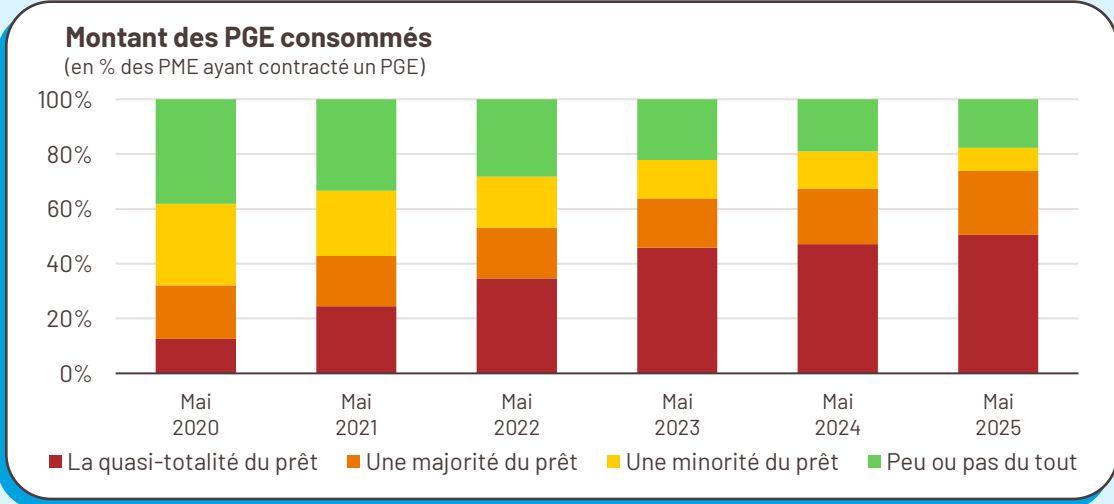


Cette forte hausse de la proportion de TPE-PME qui prévoient de clôturer leur PGE cette année peut s'expliquer par l'approche de la date limite de remboursement, en 2026. Sauf exceptions (cf. infra), ce dernier ne peut en effet s'effectuer que sur 6 ans maximum (cf. Banque de France) or la grande majorité des PGE a été octroyée en 2020 (cf. Direction Générale du Trésor). Toutefois, certaines entreprises, rencontrant des difficultés conjoncturelles mais ayant des perspectives de redressement à terme, ont la possibilité de rééchelonner leur PGE jusqu'à 4 ans au-delà du délai maximum normatif.

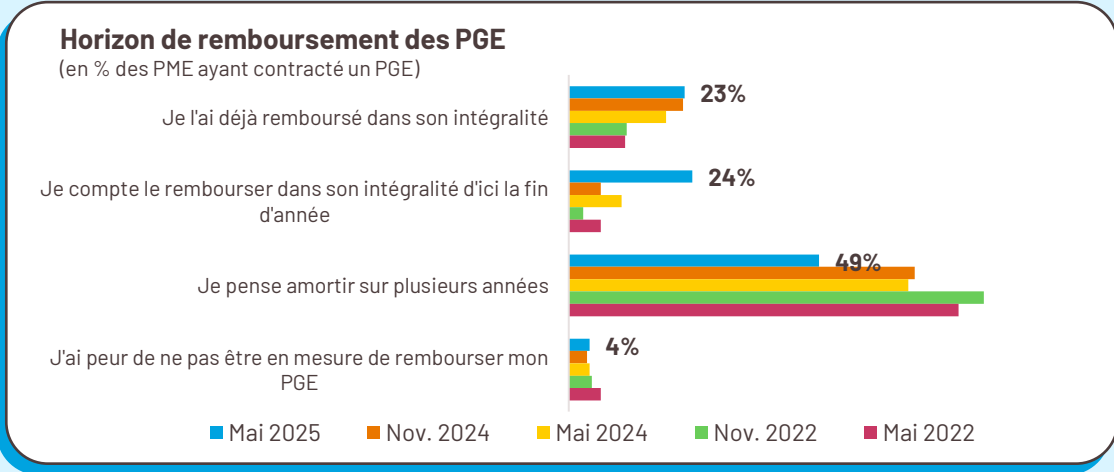
Malgré l'arrivée à échéance d'une majorité des prêts, les craintes de non-remboursement demeurent stables.

- 4 % des TPE-PME ayant bénéficié d'un PGE craignent de ne pas être en mesure de le rembourser, une proportion relativement stable dans le temps*.
- 9 % des TPE-PME devant rembourser un PGE et ayant une situation de trésorerie difficile ont peur de ne pas être en mesure de rembourser leur prêt (+1 point en 6 mois). En outre, elles sont un peu moins nombreuses à envisager de le rembourser intégralement cette année (22 % contre 26 % pour celles ayant une situation de trésorerie aisée).

* Cette proportion n'inclut pas les entreprises ayant déjà fait défaut.



Champ : PME ayant contracté un PGE (N = 2271)
Source : Bpifrance Le Lab



Champ : PME ayant contracté un PGE (N = 2271)
Source : Bpifrance Le Lab.

LES CONDITIONS D'ACCÈS AU CRÉDIT SONT STABLES À UN NIVEAU RELATIVEMENT FAVORABLE.

L'accès au crédit de trésorerie ne s'est pas durci au premier semestre 2025 :

- **14 % des dirigeants déclarent rencontrer des difficultés pour financer leur exploitation courante**, une proportion stable sur le semestre et similaire au niveau observé avant la crise sanitaire (en 2019).
- **Les difficultés d'accès au crédit de trésorerie sont relativement stables dans l'ensemble des secteurs d'activité.** Dans l'Industrie et les Transports, la part de PME rencontrant un accès au crédit de trésorerie assez voire très difficile ne progresse que de 1 point ce semestre, pour atteindre respectivement 14 % et 16 %. Cette part reflue très légèrement dans les Services et le Tourisme (-1 point chacun, à resp. 14 % et 17 %). Le Tourisme reste malgré tout, comme habituellement, le secteur comptabilisant la plus forte proportion de dirigeants rencontrant des difficultés d'accès au crédit de court terme, même si elle reste nettement inférieure à celle observée avant la crise sanitaire (26 % en moyenne sur 2018-2019). Dans le Commerce et la Construction, respectivement 12 % et 13 % des PME y sont confrontées, comme au semestre précédent.
- **Le niveau insuffisant de l'activité et/ou des perspectives incertaines restent la principale source des difficultés d'accès au crédit de trésorerie**, citée par 59 % des TPE-PME ayant rencontré un accès assez voire très difficile, une proportion stable sur 6 mois mais en hausse de 6 points sur un an. La faiblesse de l'activité courante ou future devient un obstacle plus prégnant chez TPE-PME du Tourisme et de la Construction, cité par respectivement 79 % et 53 % d'entre elles, soit des proportions en hausse de 19 points et de 10 points sur 6 mois. À l'inverse, elle est moins contraignante dans les Transports (-15 points sur 6 mois, à 35 %). Les garanties jugées trop élevées constituent un obstacle pour 30 % des TPE-PME, de même que le risque associé au secteur d'activité. Des proportions là encore relativement stables sur le semestre. Les garanties trop élevées constitueraient un obstacle pour davantage de TPE-PME de l'Industrie et de la Construction qu'il y a 6 mois (part en hausse de resp. 4 points et 6 points, à 32 % et 37 %), mais pour une proportion plus faible d'entreprises des Transports (-8 points, à 21 %).

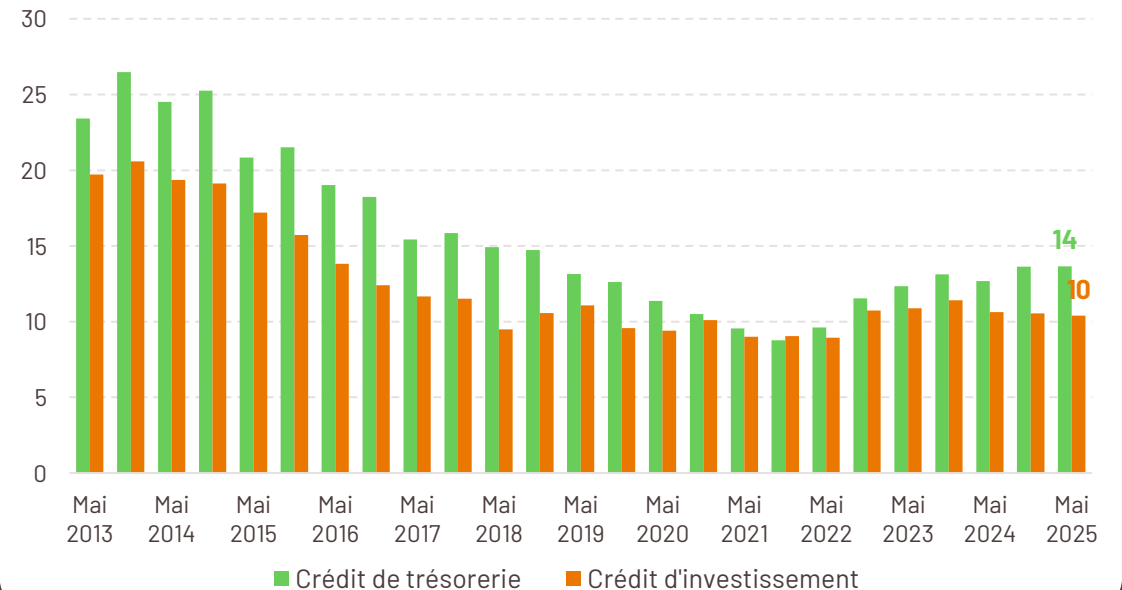
Les difficultés d'accès au crédit d'investissement sont stables sur le semestre, à un niveau assez bas :

- **10 % des TPE-PME interrogées déclarent avoir été confrontées à des difficultés pour financer leurs investissements** au cours des 6 derniers mois, une proportion assez stable par rapport au semestre précédent et proche de celle observée avant la crise sanitaire.

- **Les difficultés d'accès au crédit d'investissement se font moins prégnantes dans le Tourisme et les Transports** (-3 points chacun sur le semestre, à resp. 13 % et 9 %). Elles refluent également très légèrement dans les Services (-1 point à 12 %). À l'inverse, la proportion de TPE-PME concernées progressent de 1 point dans les autres secteurs et rejoint 10 % dans l'Industrie et la Construction et 9 % dans le Commerce.
- **La fragilité financière de l'entreprise est de loin la principale source des difficultés de financement à long terme**, citée par 77 % des TPE-PME confrontées à ces difficultés. Cet obstacle est d'ailleurs plus prégnant qu'au semestre précédent (proportion en hausse de 11 points sur 6 mois). La deuxième source la plus citée est le risque associé au secteur d'activité (28 %), en recul sur le semestre (-4 points).

Difficultés d'accès au crédit

(assez ou très difficile, en %)



Champ : Total (N = 4708) ; Source : Bpifrance Le Lab

LA FAIBLESSE DE LA DEMANDE RESTE LE PRINCIPAL OBSTACLE À L'INVESTISSEMENT ; LE COÛT DU CRÉDIT SE FAIT PROGRESSIVEMENT MOINS CONTRAIGNANT.

L'insuffisance de la demande est le principal frein à l'investissement des TPE-PME. Après une forte progression à l'automne, la proportion de dirigeants la considérant comme un obstacle important à l'investissement atteint actuellement 60 % (+1 point sur 6 mois). Les TPE-PME du Tourisme sont relativement moins affectées que celles des autres secteurs, 48 % d'entre elles la considérant comme un obstacle important voire insurmontable (une part en baisse de 5 points sur 6 mois). C'est également le cas des TPE-PME des Services bien que cette proportion soit en hausse de 4 points (à 56 %). À l'inverse, celles des Transports et de l'Industrie restent les plus concernées (66 % et 64 % respectivement, +1 point sur 6 mois).

La baisse des taux d'intérêt des crédits accordés aux entreprises enclenchée début 2024, et qui se poursuit, se traduit par une proportion moindre de TPE-PME jugeant le coût du crédit comme un obstacle à l'investissement. À 41 %, cette proportion reflue de 4 points sur 6 mois et de 8 points sur un an, mais reste à un niveau bien supérieur à son niveau d'avant crise sanitaire (9 % en novembre 2019 – point bas historique). C'est un obstacle davantage prégnant dans les Transports (59 %), seul secteur où la proportion de TPE-PME le jugeant important voire insurmontable ne reflue pas.

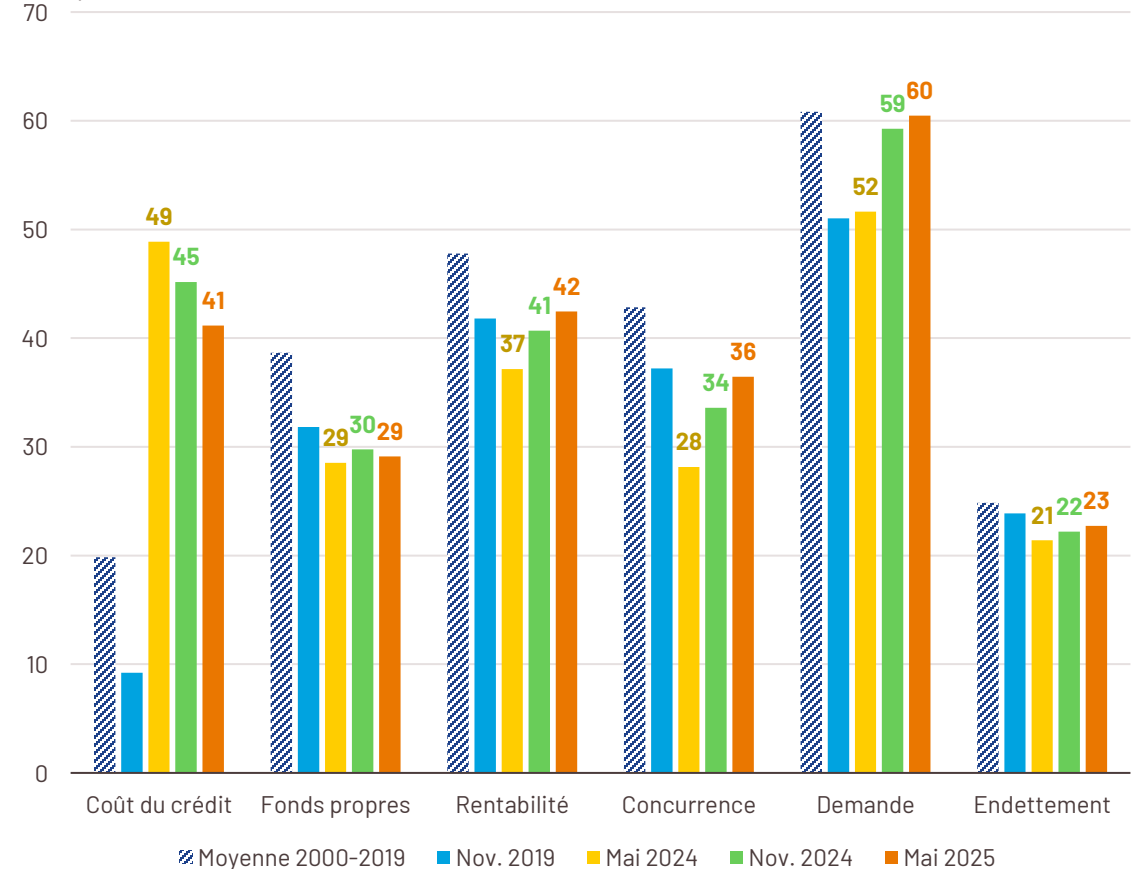
La détérioration de la rentabilité des TPE-PME pèse un peu plus sur leurs investissements. 42 % d'entre elles jugent que leur faible rentabilité est un obstacle important ou insurmontable à leurs projets (+2 points sur 6 mois et +5 points sur un an). **La faible rentabilité redevient ainsi le 2^{ème} obstacle à l'investissement le plus cité**, mais reste moins contraignante qu'en moyenne par le passé. Cette proportion s'accroît le plus dans le Tourisme (+4 points, à 47 %), secteur où les perspectives de rentabilité se détériorent le plus, ainsi que dans l'Industrie et les Services (+3 points respectivement, à 46 % et 41 %). En revanche, elle reflue du côté des Transports (-9 points sur 6 mois, à 41 %), en cohérence avec des perspectives de rentabilité meilleures que l'an dernier.

La concurrence devient un obstacle à l'investissement un peu plus prégnant également, citée par 36 % des TPE-PME (+3 points sur 6 mois et +8 points sur un an). Celles des Transports sont particulièrement concernées. 50 % d'entre elles citent la concurrence comme un obstacle, une proportion en hausse de 11 points sur 6 mois. Elle devient également plus contraignante dans la Construction et le Tourisme (+5 points chacun, à resp. 41 % et 32 %). Après avoir nettement augmenté dans l'Industrie, cette part est relativement stable sur 6 mois (à 33 %, soit -1 point sur 6 mois après +9 points à l'automne).

Le manque de fonds propres et le niveau d'endettement sont des obstacles jugés moins importants, cités dans des proportions similaires à celles observées au semestre précédent (par respectivement 29 % et 23 % des dirigeants).

Jugement sur les obstacles à l'investissement

(Important ou insurmontable, en %)



Champ : Total (N = 4708)

Source : Bpifrance Le Lab

EN 2025, L'INVESTISSEMENT DES TPE-PME EST DE NOUVEAU ATTENDU EN REPLI.

Le nombre de TPE-PME ayant investi ou envisageant d'investir cette année est à son plus bas niveau historique, hors crise sanitaire. Elles sont 38 % cette année après 43 % en 2024 et 49 % en moyenne depuis 2002.

- La part des TPE-PME déclarant investir diminue dans l'ensemble des secteurs, le plus fortement dans le Tourisme (-12 points sur un an, à 29 %) et les Transports (-10 points, à 35 %). Elle perd 2 points dans les Services (32 %) et 5 points dans le Commerce (28 %), la Construction (39 %) et l'Industrie (à 52 %). Les TPE-PME industrielles restent malgré tout plus nombreuses à déclarer investir cette année que dans les autres secteurs, mais moins nombreuses qu'en moyenne par le passé (58 % en moyenne depuis 2002).
- La part des TPE-PME exportatrices et de celles innovantes déclarant investir diminue un peu plus (-6 points chacune) que chez leurs homologues non-exportatrices et non innovantes (-4 points). Elles restent malgré tout sensiblement plus nombreuses à déclarer investir : 46 % chez les exportatrices (contre 36 % pour les non-exportatrices) et 50 % chez les innovantes (contre 34 % chez les non-innovantes).
- Par taille, si les PME (au moins 10 salariés) restent plus enclines à investir que les TPE (1 à 9 salariés), leur part baisse de manière similaire (-5 points à 45 % pour les PME et -6 points à 20 % pour les TPE).

L'indicateur relatif à l'évolution des montants investis se replie de nouveau, de 5 points sur un an, et tombe à -14. Il s'éloigne ainsi un peu plus de son niveau moyen de long terme (-5) et rejoint un niveau proche de celui observé en 2013.

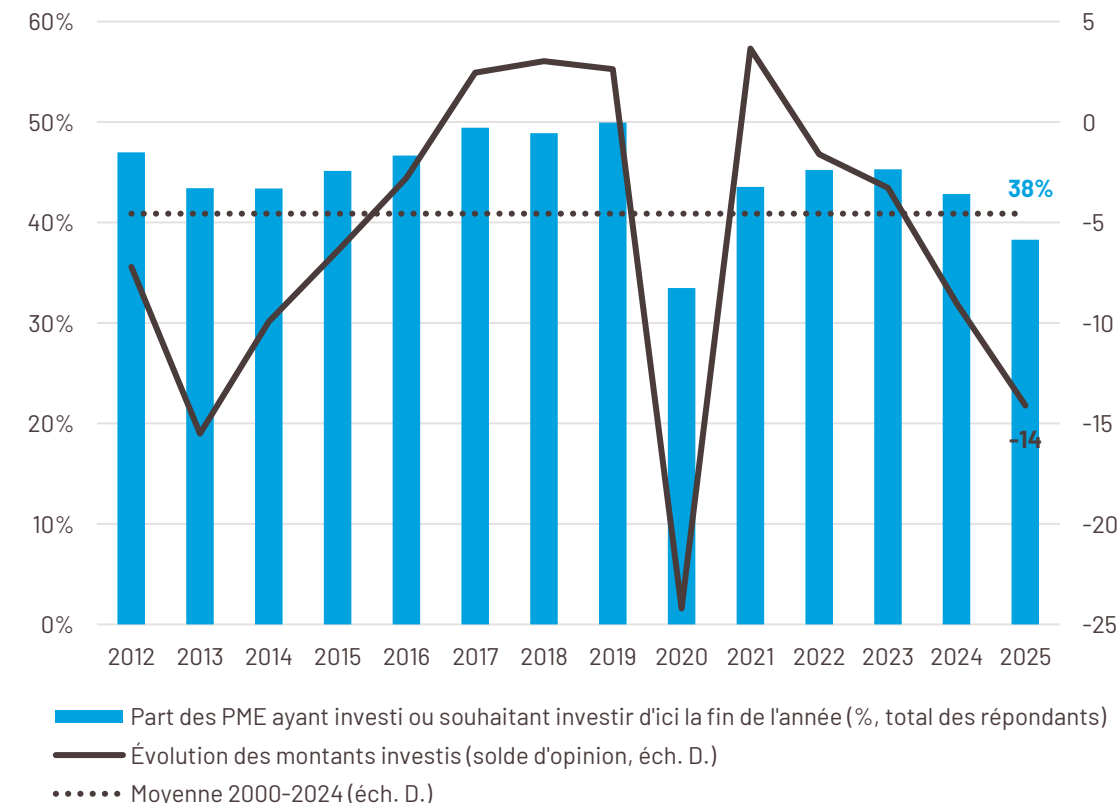
- L'indicateur est stable dans les Transports (à -20) après s'être nettement replié l'an dernier. Il diminue dans les autres secteurs, en particulier dans le Tourisme (-8 points, à -21) ainsi que dans le Commerce et dans l'Industrie (-7 points chacun, à respectivement -18 et -10). Quel que soit le secteur, l'indicateur est nettement inférieur à sa moyenne historique (de 6 à 12 points).

Par destination, la part des investissements mobiliers diminue sur un an (52 % après 57 %) au profit des investissements immobiliers (42 % après 37 %). La part consacrée aux investissements incorporels est quant à elle relativement stable, à 6 %.

S'agissant du mode de financement, la part de l'autofinancement est relativement stable sur un an, à 40 % (+1 point), et reste sensiblement supérieure à celle observée en moyenne avant la crise sanitaire (29 % en moyenne entre 2015 et 2019). En 2025, 39 % des investissements seraient financés par des crédits bancaires, une proportion là aussi assez stable par rapport à l'an dernier (+1 point). Les investissements sont un peu moins financés par le crédit-bail mobilier (-2 points, à 13 %).

Évolution de l'investissement pour l'année en cours

(intentions à mi-année)



Champ : Total (N = 4708) ; Source : Bpifrance Le Lab

FOCUS: APRÈS UN REBOND EN 2024, LES INVESTISSEMENTS VERTS SERAIENT STABLES CETTE ANNÉE.

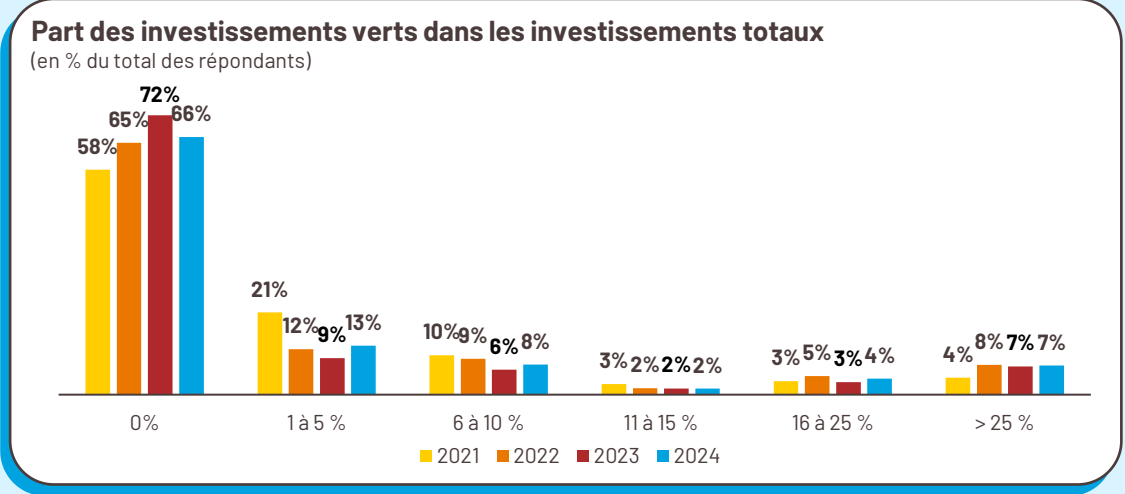


EN 2024, LA PART DES TPE-PME AYANT INVESTI POUR LEUR TRANSITION VERTE S'EST ACCRUE.

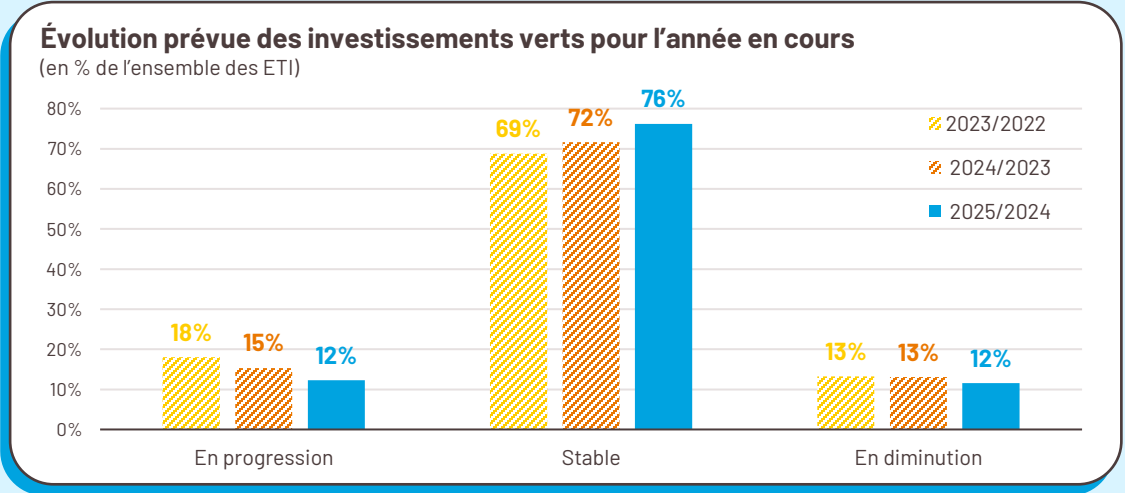
Malgré un contexte peu favorable à l'investissement, 34 % des TPE-PME déclarent avoir consacré une partie de leurs investissements à leur transition écologique et énergétique (TEE) en 2024, une proportion en hausse de 6 points sur un an (après une baisse de 7 points un an auparavant). Cette progression s'observe dans l'ensemble des secteurs : la part des TPE-PME ayant réalisé des investissements verts s'accroît de 5 à 8 points selon l'activité. Le Tourisme et l'Industrie restent les deux secteurs où les TPE-PME sont les plus nombreuses à investir pour leur TEE (respectivement 52 % et 40 % en 2024). Par ailleurs, la proportion des TPE-PME y ayant consacré plus de 10 % progresse de 1 point sur un an, à 13 %. Elle progresse notamment dans les Transports et le Tourisme (+3 points sur un chacun pour chacun des deux secteurs, à respectivement 16 % et 15 %), mais reflue dans l'Industrie (-2 points, à 17 %). Les entreprises de plus grande taille sont plus enclines à investir pour leur transition : 46 % des PME de plus de 10 salariés ont réalisé des investissements verts en 2024, contre 31 % des TPE de moins de 10 salariés.

EN 2025, LES TPE-PME STABILISERAIENT LEURS INVESTISSEMENTS VERTS.

En 2025, les TPE-PME prévoient de ralentir leurs investissements verts. Si la proportion de celles qui envisagent de les diminuer reflue de 1 point sur un an et atteint 12 %, celle des dirigeants qui prévoient de les augmenter diminue de 3 points, à 12 %. À +1, le solde d'opinion baisse ainsi de 2 points. Ce solde d'opinion progresse nettement dans le secteur des Transports, de 7 points pour atteindre +3, mais reflue dans les autres secteurs. L'indicateur se replie particulièrement dans le Tourisme (-11 points), si bien que les TPE-PME de ce secteur sont désormais 9 % de plus à vouloir les diminuer plutôt que de les augmenter. Il se replie également dans l'Industrie, mais dans une moindre ampleur (-2 points), demeurant ainsi en territoire positif (+2). Là encore, les entreprises de plus grande taille sont plus enclines à vouloir accroître leurs investissements verts. Bien qu'en baisse de 1 point sur un an, le solde d'opinion reste positif à +3 pour les PME d'au moins 10 salariés. Les TPE de moins de 10 salariés sont quant à elles plus pessimistes : à -6, l'indicateur perd 4 points sur un an.



Champ : Ensemble des TPE-PME ayant répondu correctement à la question (N = 4660)
Source : Bpifrance Le Lab.



Champ : Ensemble des TPE-PME ayant répondu correctement à la question (N = 4660)
Source : Bpifrance Le Lab.



3

PERSPECTIVES POUR 2026

À CE STADE DE L'ANNÉE, LES TPE-PME N'ENTREVOIENT PAS D'AMÉLIORATION POUR 2026.

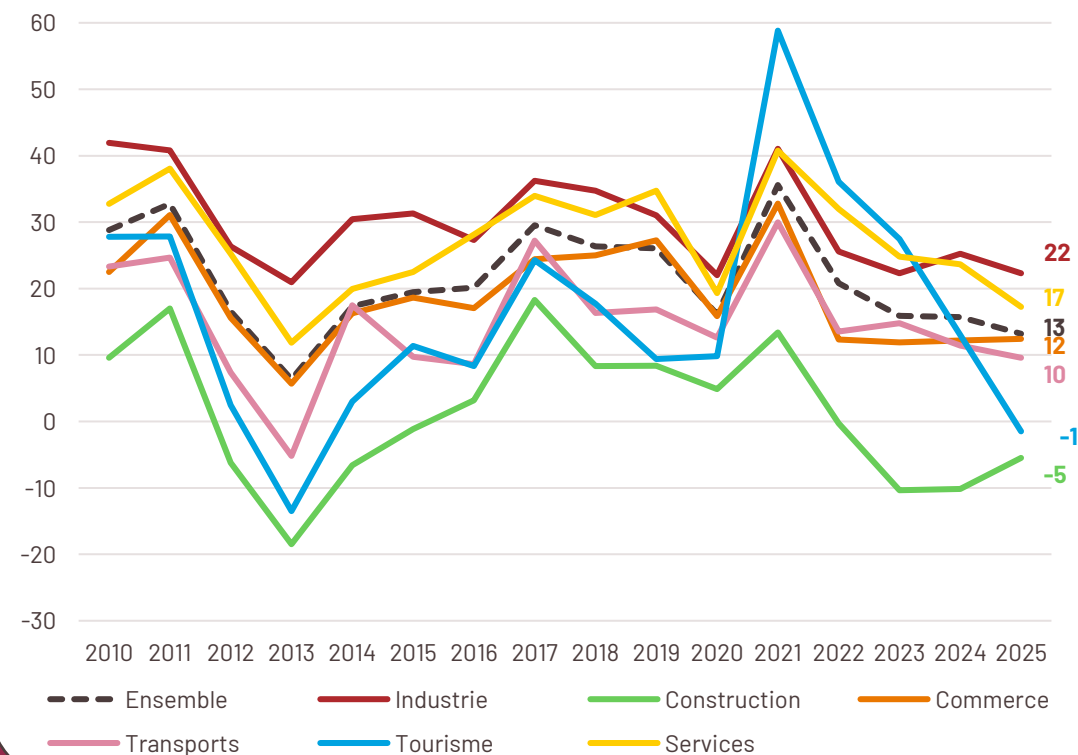
En moyenne, les TPE-PME s'attendent à une activité encore peu dynamique en 2026. Elles sont 13 % de plus à prévoir une augmentation de l'activité qu'une diminution, une proportion en baisse de 3 points sur un an et de 12 points inférieure à sa moyenne entre 2000 et 2024. Les perspectives sont très hétérogènes par secteur d'activité :

- **Les perspectives pour 2026 s'assombrissent nettement dans le Tourisme:** l'indicateur chute de 14 points et tombe à -1, s'éloignant sensiblement de sa moyenne de long terme (+18). Les dirigeants de ce secteur sont ainsi un peu plus nombreux à prévoir une baisse de l'activité qu'une hausse.
- **Les perspectives restent dégradées dans la Construction, même si les TPE-PME de ce secteur sont un peu moins pessimistes.** L'indicateur prévisionnel s'accroît de 5 points mais demeure à un niveau bas, à -5, soit 10 points en-dessous de sa moyenne historique.
- **Les TPE-PME de l'Industrie et des Services (autres que Commerce, Transport et Tourisme) sont les plus optimistes pour l'an prochain, même si leurs perspectives d'activité sont un peu moins bonnes qu'il y a un an.** Le solde d'opinion prévisionnel diminue de 3 points dans l'Industrie et de 6 points dans les Services. À respectivement +22 et +17, l'indicateur est plus élevé qu'en moyenne pour l'ensemble des TPE-PME (+13) mais reste assez nettement inférieur à sa moyenne de long terme (à resp. +33 et +30). Dans les Transports, les perspectives sont également un peu moins bonnes qu'il y a un an (-2 points sur un an, à +10).
- **Dans le Commerce, l'indicateur prévisionnel se stabilise à +12,** soit un niveau inférieur de 12 points à sa moyenne historique, témoignant de perspectives d'activité peu dynamiques en 2026.

L'indicateur prévisionnel reflue dans une ampleur similaire (de 3 à 4 points) quelle que soit la taille de l'entreprise. Le degré de confiance quant à l'évolution des perspectives d'activité pour 2026 croît en revanche avec la taille de l'entreprise. Ainsi, les plus grosses PME (plus de 100 salariés) sont plus confiantes que les autres (solde d'opinion à +32 contre +13 en moyenne pour l'ensemble des TPE-PME), mais restent moins confiantes qu'en moyenne par le passé (+45 en moyenne sur 2000-2024). Les TPE de moins de 10 salariés sont à l'inverse les moins optimistes (solde d'opinion à 0 contre +16 en moyenne historique).

Les perspectives d'activité pour 2026 se dégradent un peu plus du côté des TPE-PME exportatrices, réalisant plus de 25 % de leur activité à l'international (-4 points sur un an) que chez leurs homologues non-exportatrices (-2 points). Les exportatrices affichent néanmoins comme habituellement des perspectives plus favorables que les non-exportatrices (solde d'opinion à +26 contre +9), mais sont moins optimistes que par le passé (moyenne de long terme à +38).

Évolution de l'activité pour l'année suivante, par secteur
solde d'opinion en %)



Champ : Total (N = 4708)
Source : Bpifrance Le Lab

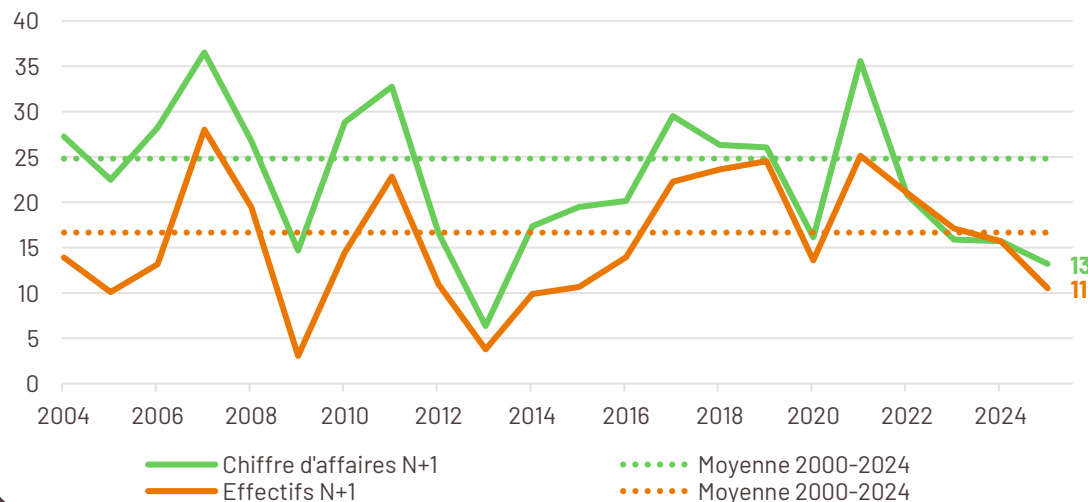
LES EMPLOIS RALENTIRAIENT EN 2026.

LES TPE-PME RALENTIRAIENT LEURS EMPLOIS EN 2026, NOTAMMENT CELLES DE PLUS DE 20 SALARIÉS.

Les TPE-PME sont 11 % de plus à prévoir une augmentation de leurs effectifs en 2026 plutôt qu’une baisse, une proportion en baisse de 5 points sur un an et inférieure de 6 points à sa moyenne historique (contre -12 points pour l’indicateur prévisionnel d’activité).

- **Les perspectives d’embauches pour 2026 se détériorent quelle que soit la taille, mais davantage chez les PME de plus de 20 salariés.** L’indicateur prévisionnel diminue de 3 points et de 4 points respectivement pour les TPE de moins de 10 salariés et les PME de 10 à 19 salariés, tandis qu’il se replie de 8 à 10 points chez les PME de plus de 20 salariés. Les embauches resteraient néanmoins plus dynamiques chez ces dernières (solde d’opinion compris entre +13 et +17) que chez les TPE (+3), comme habituellement. Quelle que soit la taille, les perspectives d’embauches sont moins bien orientées qu’en moyenne par le passé (indicateur inférieur de 5 à 9 points à sa moyenne historique).
- **Les embauches ralentiraient davantage chez les TPE-PME exportatrices**, l’indicateur perdant 9 points sur un an pour atteindre +16 (contre +23 en moyenne sur 2000-2024), **que chez les non-exportatrices** (-4 points sur un an, à +9 contre +15 en moyenne). Il en est de même pour les innovantes vs les non-innovantes.

Évolution de l’activité et de l’emploi pour l’année suivante
(solde d’opinion en %)

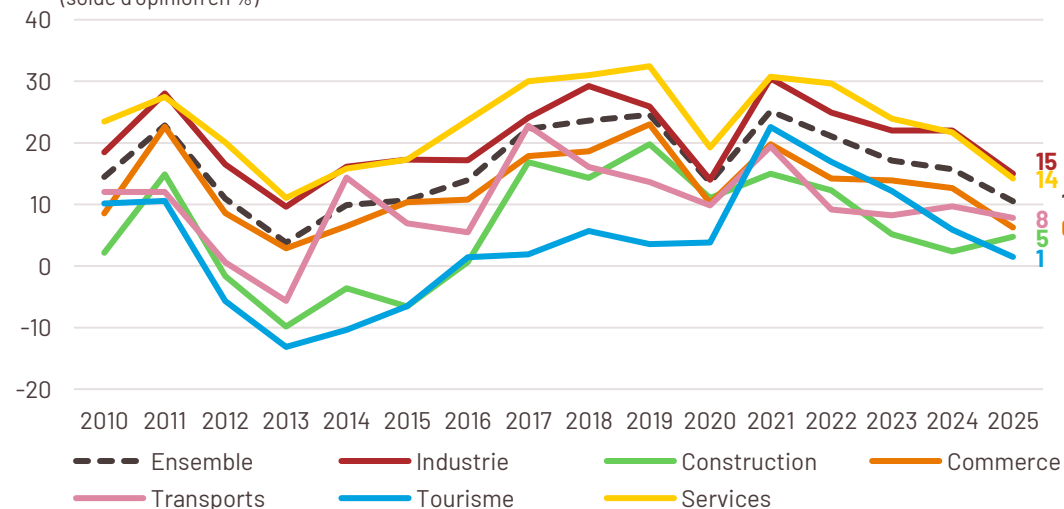


Champ : Total (N = 4708) ; Source : Bpifrance Le Lab

LES PERSPECTIVES D'EMBAUCHES EN 2026 SE DÉTÉRIORENT DANS L'ENSEMBLE DES SECTEURS, SAUF LA CONSTRUCTION.

- **Les embauches seraient peu dynamiques dans le Tourisme.** Les TPE-PME de ce secteur ne sont plus que 1 % de plus à anticiper une hausse de leurs effectifs qu’une baisse en 2026, une proportion en baisse de 4 points sur un an et inférieure de 4 points à sa moyenne historique.
- **Les embauches ralentiraient dans l’Industrie, les Services et le Commerce, et seraient ainsi moins dynamiques qu’en moyenne par le passé** : le solde d’opinion perd 7 points sur un an dans l’Industrie et les Services et diminue de 6 points dans le Commerce, atteignant respectivement +15, +14 et +6 (soit un niveau inférieur de 4 points, 10 points et 6 points à leur moyenne historique). Toutefois, à l’instar des perspectives d’activités, celles d’emploi restent plus favorable dans l’Industrie et les Services que dans les autres secteurs.
- **Les embauches résisteraient davantage dans les Transports** : l’indicateur reflue de seulement 2 points, à +8 (contre +10 en moyenne historique).
- **Les perspectives sont un peu mieux orientées chez les TPE-PME de la Construction**, dont l’indicateur progresse de 2 points, à +5 (contre +8 en moyenne depuis 2000).

Évolution de l’emploi pour l’année suivante, par secteur
(solde d’opinion en %)



Champ : Total (N = 4708) ; Source : Bpifrance Le Lab



4

SYNTHÈSE DES PRINCIPAUX INDICATEURS

TABEAU DE BORD

ANNÉE 2025 ⁽¹⁾

Ensemble des TPE-PME

Taille

10 – 250 salariés
Moins de 10 salariés

Secteur

Commerce
Construction
Industrie
Services
Tourisme
Transports

CHIFFRE D'AFFAIRES

Moyenne
2000-2024*
Mai
2024
Mai
2025
Evolution /
Mai 2024

14 2 -4
20 6 1
3 -7 -17
12 -8 -8
8 -9 -14
16 4 -5
18 14 5
6 12 -7
8 -5 -4

EFFECTIFS

Moyenne
2000-2024*
Mai
2024
Mai
2025
Evolution /
Mai 2024

8 9 2
14 13 4
-1 0 -4
7 4 -1
6 4 1
7 15 5
13 14 5
0 4 -5
7 -2 -5

INVESTISSEMENTS

Moyenne
2000-2024*
Mai
2024
Mai
2025
Evolution /
Mai 2024

-5 -9 -14
-2 -6 -11
-8 -15 -21
-6 -11 -18
-10 -14 -15
0 -4 -10
-3 -7 -12
-12 -13 -21
-8 -19 -20

ANNÉE 2026 ⁽¹⁾

Ensemble des TPE-PME

Taille

10 – 250 salariés
Moins de 10 salariés

Secteur

Commerce
Construction
Industrie
Services
Tourisme
Transports

25 16 13
30 21 18
16 4 0
24 12 12
5 -10 -5
33 25 22
30 24 17
18 13 -1
15 11 10

17 16 11
20 20 13
12 6 3
14 13 6
8 2 5
19 22 15
24 22 14
5 6 1
10 10 8

(1) Solde d'opinion = (Part des entreprises anticipant une hausse - Part des entreprises anticipant une baisse)
* Moyenne 2010 à 2023 dans les Transports, la série ayant été créée en novembre 2009. Moyenne des réponses de novembre uniquement pour l'investissement et l'année 2025

CONJONCTURE RÉGIONALE : SYNTHÈSE

La conjoncture continue de se dégrader sur l'ensemble du territoire. Deux régions se distinguent néanmoins. En Normandie, les perspectives d'activité pour cette année seraient certes moins bien orientées qu'il y a un an (solde d'opinion en baisse de 10 points), mais seraient plus favorables qu'ailleurs dans les autres régions. Les TPE-PME normandes restent plus nombreuses à anticiper une hausse de leur activité qu'une baisse (solde d'opinion à +2 contre +5 en moyenne depuis 2000). De plus, la croissance moyenne du chiffre d'affaires est prévue quasi stable contre une baisse partout ailleurs. **À l'inverse, les perspectives dans les Hauts-de-France sont les plus dégradées** : le solde d'opinion chute de 11 points sur un an et tombe à -10 (soit le plus bas niveau relativement aux autres régions) s'éloignant de sa moyenne historique (+4). En outre, le chiffre d'affaires diminuerait en moyenne de 2,9 % (soit le repli le plus marqué). **Les perspectives en Bretagne sont également dégradées** : le solde d'opinion reflue de 18 points sur un an, à -8, et tombe 20 points en-dessous de sa moyenne historique. L'indicateur diminue aussi significativement en Occitanie (-10 points, à -2 contre +9 en moyenne). Dans le Grand-Est, l'indicateur s'accroît de 1 point, mais reste en territoire négatif, à -5.

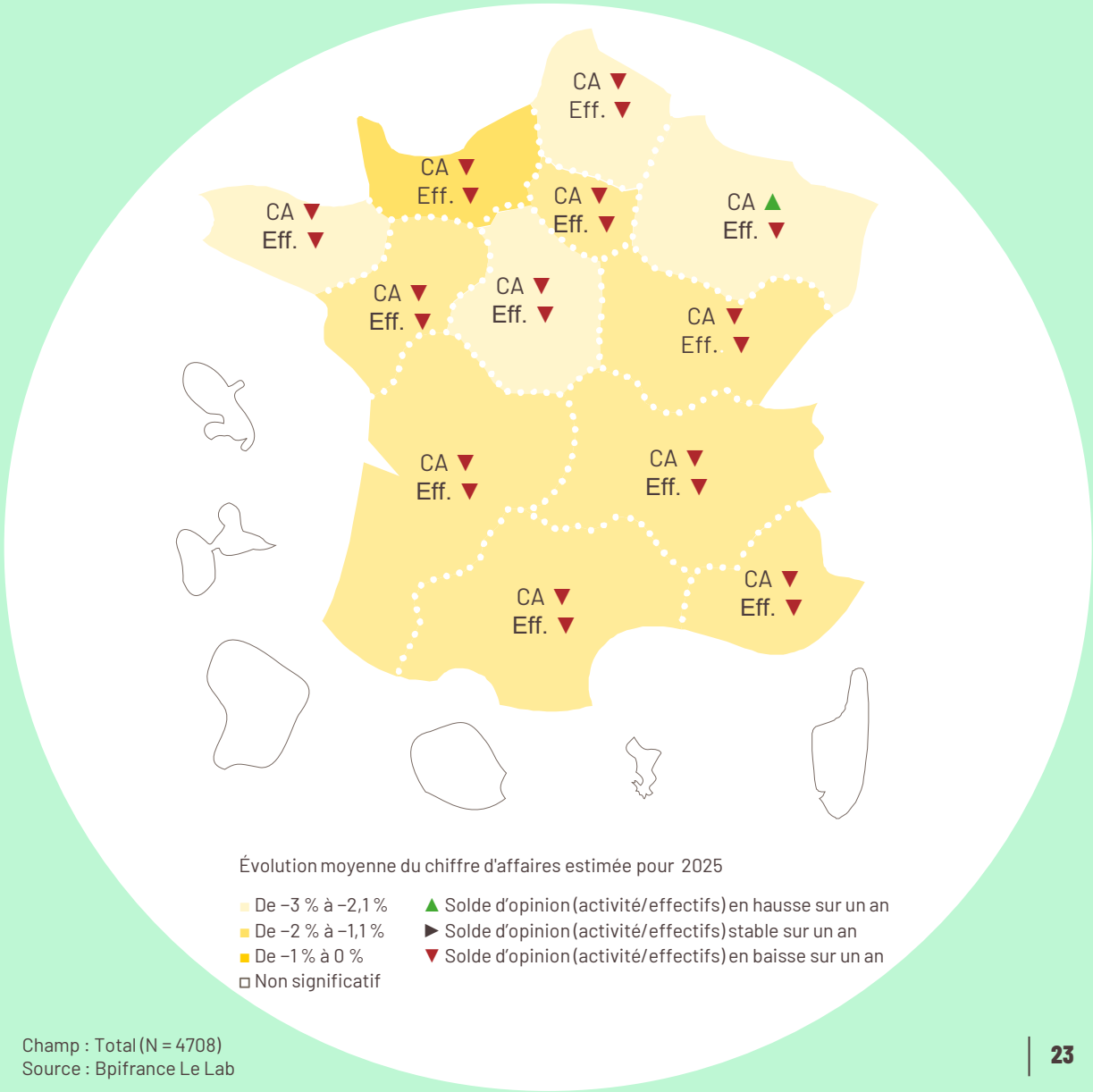
Les perspectives d'embauches en 2025 se détériorent dans l'ensemble des régions, en particulier dans les Hauts-de-France dont le solde d'opinion diminue de 15 points et rejoint ainsi le territoire négatif, à -3. Si l'indicateur perd « seulement » 4 points du côté du Centre-Val de Loire, il tombe également en territoire négatif, à -2. Ailleurs, les TPE-PME restent plus nombreuses à prévoir une augmentation des embauches plutôt qu'une baisse cette année, même si elles le sont moins qu'il y a un an. Le ralentissement des embauches serait le plus visible dans les Pays de la Loire, où le solde d'opinion diminue de 13 points sur un an pour atteindre un niveau inférieur de 8 points à sa moyenne historique.

L'investissement serait moins bien orienté dans toutes les régions. Les TPE-PME sont moins nombreuses à investir cette année et ce, quelle que soit la région. En outre, les montants investis sont attendus en reflux, en particulier dans le Grand-Est et en Occitanie où l'indicateur prévisionnel perd respectivement 15 et 10 points sur un an et tombe à -21 et -23 (soit resp. 17 points et 19 points sous leur moyenne de long terme). Ils reflueraient aussi sensiblement en Normandie, dans le Centre-Val de Loire et en Nouvelle-Aquitaine. Les TPE-PME bourguignonnes sont un peu moins pessimistes que l'an dernier quant à l'évolution des montants investis (+1 point sur un an, à -10).

Les perspectives d'activité pour 2026 sont mal orientées dans la plupart des régions. Elles s'améliorent un peu en Auvergne-Rhône-Alpes (+2 points) et dans les Pays de la Loire (+1 point) mais l'indicateur est encore nettement inférieur à sa moyenne de long terme (de resp. 8 et 11 points). Elles s'assombrissent dans toutes les autres régions, en particulier dans la région du Sud (-10 points sur un an à +10, soit 13 points en-dessous de sa moyenne historique).

Retrouvez l'analyse régionale détaillée sur <https://lelab.bpifrance.fr/>

Évolution du chiffre d'affaires et des effectifs en 2025 par région



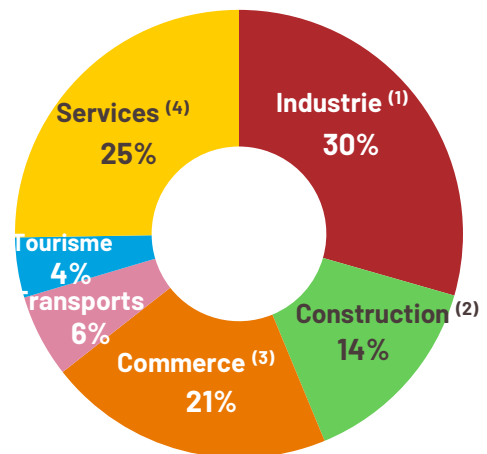


5

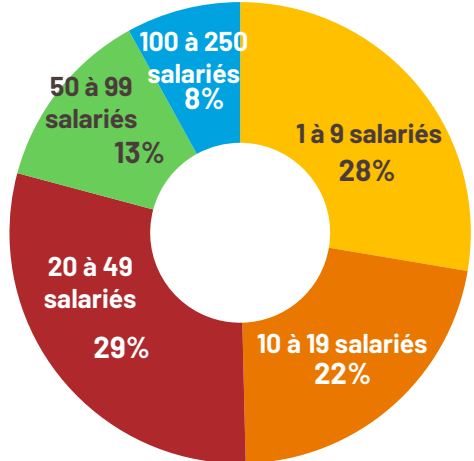
STRUCTURE DE L'ÉCHANTILLON

PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES DES TPE-PME

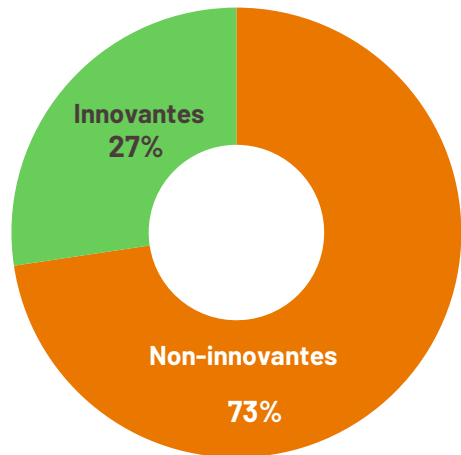
Répartition des TPE-PME par secteur d'activité



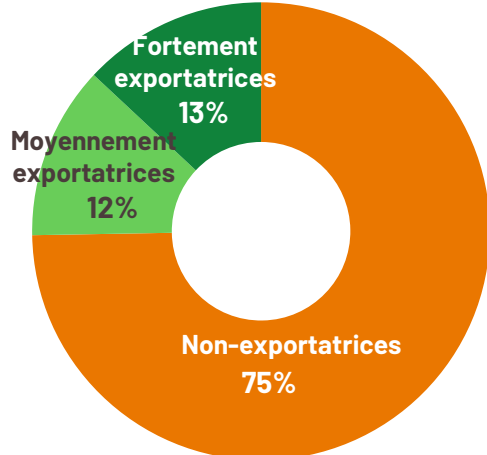
Répartition des TPE-PME par taille



Répartition des TPE-PME selon leur caractère innovant



Répartition des TPE-PME selon leur caractère exportateur



(1) 3% agroalimentaire, 15% biens intermédiaires, 9% biens d'équipements et 3% biens de consommation
(2) 12% bâtiment et 2% travaux publics
(3) 2% commerce et réparation automobile, 13% commerce de gros et 6% commerce de détail
(4) 22% services aux entreprises et 4% services aux particuliers

CONTACTS

ecobpifrance@bpifrance.fr

www.lelab.bpifrance.fr

www.x.com/BpifranceLeLab



Sabrina EL KASMI

Responsable du pôle Conjoncture-Macroéconomie-Risque pays, **Bpifrance**

sabrina.elkasmi@bpifrance.fr

Laetitia MORIN

Macroéconomiste-conjoncturiste, **Bpifrance**

laetitia.morin@bpifrance.fr

Thomas LABOUREAU

Macroéconomiste-conjoncturiste, **Bpifrance**

thomas.laboureau@bpifrance.fr

LE LAB

bpifrance